

4,1 millions : pour Chevènement, nous n'avons pas plus de musulmans en 2016 qu'en 1998 !

Article rédigé par , le 22 août 2016

[Source : Riposte Laïque]

Ainsi donc, Jean-Pierre Chevènement serait l'homme le plus apte à présider la Fondation pour l'Islam de France. Malgré les critiques, il devrait accepter.

“Je ne me déroberai pas” vient de déclarer l'ex-ministre de l'Intérieur du gouvernement Jospin, qui passe pour le tenant inconditionnel de la laïcité républicaine. Soit, mais j'ai bien du mal à croire au succès de cette entreprise.

D'abord cette fondation avait été mise sur les rails par Dominique de Villepin en 2005, initiative restée sans lendemain, mais que Manuel Valls souhaite relancer.

Voilà maintenant 25 ans que le pouvoir politique tente de mieux intégrer l'islam dans la République, mais toujours sans succès ! Vingt-cinq ans que le pays consacre une grande partie de son énergie à faire des musulmans des citoyens comme les autres. Mais depuis Pierre Joxe, qui fut le premier en 1989 à tenter d'organiser l'islam de France, tous les ministres de l'Intérieur ont échoué.

Quant au CFCM, qui a succédé à une multitude d'institutions et d'organismes aussi éphémères qu'inutiles depuis 25 ans, il est devenu une pétaudière sans nom, livrée aux rivalités des pays étrangers qui entendent contrôler la plus forte population musulmane d'Europe. Mais revenons à Chevènement.

S'il est un chiffre impossible à obtenir avec précision, c'est bien celui du nombre de musulmans en France, la fourchette variant de plusieurs millions suivant les calculs. Pour Chevènement, qui vient de donner une interview à un quotidien et qui n'a pas dû mettre ses données à jour depuis Jospin, il y aurait 4,1 millions de musulmans en 2016. C'est le chiffre de l'Ined et de l'Insee donné par Alain Boyer en 1998 dans son livre “L'Islam en France”. Chevènement a donc la bagatelle de 18 années de retard. Regrettable !

Selon Dalil Boubakeur, qui réclame la construction de 2000 mosquées de plus en deux ans, les musulmans sont 7 millions en France.

Selon le Pew Research Center, ils étaient 4,7 millions en 2010.

Pour Claude Guéant, ex-ministre de l'Intérieur et des Cultes, ils sont 5 à 10 millions. Et encore bien davantage pour Jean-Marie Le Pen.

En définitive, il est impossible de fournir un chiffre précis puisqu'une loi stupide de 1972-1978 interdit les statistiques ethniques et religieuses. On veut donc traiter un problème sans données fiables !

C'est Jean-Paul Gourévitch, spécialiste de l'islam et des migrations, qui a sans doute le plus étudié le sujet en recoupant diverses analyses chiffrées. Il donne une fourchette entre 6 et 9 millions de musulmans. Ils étaient 20 fois moins nombreux en 1960.

Quant au respect de la loi de 1905, il semblerait que Jean-Pierre Chevènement ait une conception assez souple de la laïcité. En effet, en 1995 il écrivait :

“Il n'est ni normal ni digne que la deuxième religion de notre pays ne dispose pour lieux de cultes que de

caves, de hangars désaffectés ou d'anciens logements sociaux sommairement réaménagés. On me dira qu'un tel financement serait contraire au principe de laïcité. Bien entendu, il devrait rester exceptionnel, dans le temps et dans son ampleur, pour permettre une mise à niveau de l'islam par rapport aux trois religions traditionnelles en France." La laïcité à la carte en quelque sorte. On ne changera pas la loi, puisque François Hollande s'y oppose, mais on pourra s'asseoir dessus temporairement !

Dans son livre "La République des lâches", Rachid Kaci nous montre qu'en 1995 Chevènement n'avait guère fait preuve de combativité face aux exigences de l'UOIF. Qu'en sera-t-il en 2016 ?

Refusant de signer un texte d'allégeance à la loi Républicaine, l'UOIF exigea une autre appellation du document :

Ce qui était initialement la "Déclaration d'intention relative aux droits et obligations des fidèles du culte musulman en France", devint "Principes et fondements juridiques régissant les rapports entre les pouvoirs publics et le culte musulman de France."

Cette subtilité, comme l'a dit Michèle Tribalat, a eu pour effet de mettre sur un pied d'égalité islam et République, permettant de négocier d'égal à égal.

Ensuite, toujours à la demande de l'UOIF, Jean-Pierre Chevènement a supprimé de son texte initial le droit pour le croyant de changer de religion. Apostasie punie de mort dans les pays islamiques. Etonnant de la part d'un "ardent défenseur" des valeurs républicaines. Où est la liberté de culte ?

C'est donc davantage dans le renoncement à ses idées que dans la défense de la laïcité et de valeurs républicaines que Jean-Pierre Chevènement s'est particulièrement distingué en 1995, dans le cadre de la Commission chargée d'organiser le culte musulman.

Le "Che" est-il devenu plus combatif en 2016 ? A 77 ans, je crains fort que les rugissements du "vieux lion de Belfort" ne soient devenus inaudibles !

Cette Fondation pour l'Islam de France a donc toutes les chances d'être une démarche politique inutile. Un gadget pour faire illusion à 10 mois des élections. Il n'y aura JAMAIS d'allégeance de l'islam de France à la République. En 1995, l'UOIF l'a prouvé. L'entreprise est donc vouée à l'échec car l'Etat va reculer comme il l'a toujours fait. C'est l'Etat qui a fait depuis vingt ans allégeance à l'islam en cédant à toutes ses revendications. Inutile de faire croire qu'il va inverser la tendance ! C'est trop tard. Il cèdera sur le burkini comme sur le reste, question de temps. Le burkini va inonder les plages de France dans les dix prochaines années.

La seule solution pour intégrer l'islam serait de fermer les frontières et de rappeler que la laïcité est un principe non négociable. On continue de faire tout le contraire. Il n'y a plus de frontières et nos élus contournent quotidiennement la laïcité pour acheter leur tranquillité. Cette politique irresponsable fera qu'en 2050 l'islam sera la première religion de France.

Apparemment, les Français sont d'accord, puisqu'ils votent depuis trente ans pour la même politique immigrationniste....

Jacques Guillemain